

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)
O. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :
France et Colonies : 6 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.
Autres pays : 6 mois 190 fr. ; 1 an, 380 fr.

CONTRE L'ÉTAT, LES PARTIS ET LES BONZES

LES CHEMINOTS Iront JUSQU'À LA VICTOIRE

L'organisation syndicale se trouve débordée

ÊTES-VOUS maîtres de la situation ?
— Non.
— Ainsi dialoguent et se regardent — mais sans avoir envie de rire — les augures du Gouvernement et de la Fédération des Cheminots.

Et de discuter quand même, pour avoir l'air de se donner une importance qu'ils n'ont plus.

Car les bonzes de la jaunisse stalinogéniste ne peuvent pas donner aux cheminots l'ordre de rentrée.

Ce n'est pas eux qui les ont fait « sortir ».

Quant au Gouvernement, il n'a aucune prise sur le mouvement lui-même — qu'il ne pourrait dominer que par l'intermédiaire des organisations syndicales. Or, les cheminots en grève protestent envers leurs chefs politiques un mépris de plus en plus total.

Il s'agit pas d'eux-mêmes. Ils s'abstiennent pour la plupart, de prendre leurs timbres et de renouveler leurs cartes. Enfin, et surtout, ils refusent de se soumettre aux directives bureaucratiques des sortis du peuple.

Ainsi la leçon des ouvriers du livre et de chez Renault n'a pas été perdue.

Partout, on voyait triompher hier encore l'état-major politique — « vainqueur » dans les assemblées factices et les congrès truqués. Aujourd'hui l'autorité de Tournemaine, Capiet et Cie est devenue lettre morte. La passivité du « cadron de payant » s'est changée en décision intraitable. L'action est directement entreprise, et directement poursuivie, par les comités locaux.

Dans ces comités, nos camarades de la C. N. T. sont présents, et donnent l'exemple de la combativité syndicaliste.

La grève politique est jeu dangereux. Ce jeu fut celui d'un parti de gouvernement désireux de récupérer les portefeuilles de Thorez et Cie. Mais la lutte s'est transportée spontanément sur le terrain authentiquement revendicatif. Et Georges Cogniot en est réduit à crier : « Nous n'avons pas voulu cela ».

Le P. C. doit maintenant se retrancher derrière la « responsabilité » (d'ailleurs imaginaire) des trois centris C. G. T., C. F. I. C. et Confédération générale des Cadres. Et il est aussi embarrassé de « sa grève » que le gouvernement socialiste de ses menaces de réquisition.

De plus en plus, il s'avère que le conflit du Rail ne trouvera pas sa solution sur le plan parlementaire, c'est-à-dire par un replâtrage ministériel.

Les cheminots n'auront pas combattu pour le plaisir de voir se réinstaller dans des fauteuils de cuir les budgetvores du parti des masses — qui, pas plutôt installés, les traiteraient en parents pauvres, voire en ennemis.

C'est pour eux-mêmes qu'ils entendent poursuivre leur action et la voir aboutir.

Et le Parti Communiste, déconstruit comme parti de gouvernement par l'emploi qu'il fait des procédés démagogiques extraparlémentaires, se déconstruit également comme parti d'opposition, embrochant les masses pour leur imposer l'action ou le compromis qui conduirait Thorez à la dictature.

Il faut savoir « commencer » une grève. Il faut aussi savoir la « terminer », messieurs les dirigeants communistes !

Les cheminots de Villeneuve-Saint-Georges, dont nous annonçons l'entrée en lutte, ont bel et bien commencé la grève, alors que les dirigeants se seraient volontiers contentés de menaces larvées.

Il ne se laisseront plus prendre au petit jeu des arbitrages organisés d'en haut, des intimidations et des « matignonages ».

Ce jeu d'ailleurs est devenu difficile dans une industrie où l'Etat est ouvertement le patron, et ne peut donc se passer de conciliateur désintéressé entre employeurs et employés.

L'Etat, qui est « l'autorité providentielle » interprétant « l'intérêt général » ne saurait discuter de pair avec une catégorie particulière d'individus placés à son service. Il doit recourir à la force ou capituler. Il faut choisir entre les na-

tionnalisation et le droit de grève... Ainsi parlent les politiciens partisans du recours à la force.

Et c'est vrai : les deux choses — propriété de l'Etat et droit de grève — sont, à la longue, inconciliables.

Mais il existe une troisième issue : La déchéance de l'Etat et du capital par la grève gestionnaire ; l'administration directe des entreprises par les producteurs et les usagers.

C'est la solution anarchiste.

Il faut bien en arriver là. Et le plus tôt sera le mieux. Car autrement, c'est la solution fasciste qui triomphera. Où est le droit de grève du serviteur de l'Etat dans l'U. R. S. S. ? socialiste ? dans l'Espagne national-syndicaliste ? Où était-il dans l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne ?

Cela n'empêche pas sans doute bolchéviques, hitlériens et fascistes de se servir largement de la grève — tant qu'ils n'ont pas le pouvoir.

Mais ensuite, les travailleurs de toutes catégories furent assimilés à des « soldats de la production » et soumis à un véritable code militaire.

Socialistes, dirigistes, nationalisateurs de tout poil, c'est à la caserne universelle que vous nous menez, que vous le voulez ou non.

Le travail sans droit de grève à un nom : c'est le travail forcé, le servage.

Il est la conséquence inévitable de l'étatisme, « démocratique » ou non.

Tout capitalisme d'Etat nécessite, pour être solidement établi dans ses positions économiques, la mise hors la loi des grèves, la réquisition, la militarisation permanente de la main-d'œuvre ; en un mot, la transformation de l'usine en bagne militaire.

Mais pour réaliser cette transformation interne, le régime a besoin d'être soutenu par l'opinion populaire.

Or celle-ci (malgré les efforts des politiciens « gouvernementaux » pour amener le public contre les cheminots) amène le public contre les cheminots en ce courant du bien-fondé des revendications du lampiste à 4.800 fr. par mois. Elle les approuve partiellement. Que les cheminots gagnent la partie, et elle les approuvera totalement, car elle est toujours du côté du plus fort !

Hardi, les cheminots ! Tenez bon ! Lorsque la grève S. N. C. F. aura triomphé, ni les mensonges de la radio et de la presse, ni les procédés d'intimidation gouvernementale, ne pourront plus arrêter l'entrée en action du prolétariat sur tous les fronts de la lutte économique et sociale. Et nous assisterons à un nouveau juin 1936.

Travailleurs, faisons en sorte que cette fois la marée ouvrière ne s'arrête pas en route ! Allons jusqu'au bout.

LIB.

Personne, dans le grand public, n'a compris les raisons qui ont motivé la

nationalisation de certaines compagnies d'assurance, tout en laissant dans le domaine privé un certain nombre d'autres, plus privilégiées semblait-il. Personne encore, n'a compris la nationalisation de grandes banques, lesquelles ont été exclues miraculeusement l'Union Parisienne et surtout l'Immobilière Banque de Paris et des

La nationalisation des entreprises d'électricité a comporté les mêmes ouibis. Toutes les centrales ne sont pas nationalisées. Et M. Ramadier ment, lorsqu'il affirme que les ouvriers de la production de l'énergie électrique n'ont plus de patron, qu'ils sont tous au service de la communauté. Une fois de plus, nous surprenons cet impudent personnage en flagrant délit de mensonge. La chose n'a d'ailleurs rien de surprenant : la barbotine est coutumière du fait et n'en est pas à une altération de la vérité près. S'il fallait les compter toutes...

Et y en a qui disent qu'il est boulangier !

CONTRE TOUS LES FASCISMES, LE COMMUNISME LIBERTAIRE !

IL FAUT CHASSER du mouvement ouvrier les agents impérialistes

NOUS voici revenus aux belles époques de 1937 où l'apparition de Chamberlain et de son parapluie suffisait pour déclencher des grèves, alors que son départ entraînait la reprise du travail.

Que Truman annonce des crédits à l'Europe Occidentale et les partis communistes prennent une position gauchiste. Que Truman accorde de l'argent à l'Espagne, et les partis communistes nous aurons de nouvelles consignes pour travailler dur, pour crever le plafond du rendement et massacrer la semaine des 48 après celle des 40 heures.

Quand Thorez et ses amis étaient au pouvoir, plaçant leurs petits copains à tous les postes des entreprises nationalisées et à tous les leviers des administrations, le lampiste avait le droit de participer à la bataille... de la production. Maintenant qu'ils en sont sortis, on peut entrer dans la bagarre pour les salaires.

Mais demain, si les communistes rentrent au Gouvernement, comme ils le réclament (nous sommes un parti de gouvernement, a dit Duclos) il faudra se remettre à gratter pour la défense du franc de la Banque de France et la

fermer pour ne pas nuire à l'intérêt national.

Moralité : le peuple a tout à perdre à voir ses « représentants » au pouvoir. à voir ses représentants au pouvoir.

La comédie parlementaire ne trompe plus personne. Autrefois, les classes possédantes se bagarraient pour s'arracher la meilleure part du gâteau en manoeuvrant les députés et en poussant à l'établissement de lois favorables à leurs groupes bancaires ou industriels.

Cette époque est révolue et les forces brutales s'affirment sans intermédiaire.

La C.G.A. a fini par imposer le marché libre de tous les produits essentiels, ou est parvenue à détourner vers le marché noir les denrées alimentaires contrôlées.

La Confédération du Patronat Français impose ses volontés, d'abord parce que les comptabilités doubles ne sont pas faites pour les chiens et ensuite parce qu'elle tient autant l'Etat que les fonctionnaires de l'Etat la tiennent. Elle traite d'égal à égal, puis-

Les pressions et les interventions étrangères se multiplient. La France, son territoire, ses provinces d'outre-mer, ses richesses, son industrie, sa main-d'œuvre et sa population sont devenus l'enjeu des grandes puissances impérialistes, qui se disputent l'hégémonie mondiale.

Leurs fidèles serviteurs ou leurs alliés se dévouent pour entraîner la France dans l'orbite de l'un ou l'autre rival.

Les socialistes penchent pour Londres et Washington, les démocrates chrétiens pour Washington et le Vatican, les communistes pour Moscou. Et tous les candidats au pouvoir espèrent se hisser, ne peuvent se hisser, qu'en obtenant l'appui de l'une de ces capitales.

A chacun ses procédés : propagande, crédits, matières premières, marchés, soutien des partis, subvention aux mouvements sociaux. Bullitt visite de Gaulle, Wallace conférence avec Caghi, Francique Gay va à Rome, Blum se rend à Wall-Street.

A qui la classe ouvrière française sera-t-elle vendue et quels intérêts aura-t-elle le droit de défendre sur les champs de bataille après s'être épuisée à travailler avant la prochaine dernière ?

Et pourtant, cette classe ouvrière conserve la clé de la situation. Les grèves actuelles le prouvent. Que les épiers baissent leurs voiles et les travailleurs ne mettront pas longtemps à passer d'eux. Que les grands patrons ferment leurs portes et les usines marcheront encore. Que les services du ravitaillement se suicident et cela n'enlèvera pas un litre de vin ni un

une nationalisation qui s'oublie en route

Personne, dans le grand public, n'a compris les raisons qui ont motivé la

nationalisation de certaines compagnies d'assurance, tout en laissant dans le domaine privé un certain nombre d'autres, plus privilégiées semblait-il. Personne encore, n'a compris la nationalisation de grandes banques, lesquelles ont été exclues miraculeusement l'Union Parisienne et surtout l'Immobilière Banque de Paris et des

La nationalisation des entreprises d'électricité a comporté les mêmes ouibis. Toutes les centrales ne sont pas nationalisées. Et M. Ramadier ment, lorsqu'il affirme que les ouvriers de la production de l'énergie électrique n'ont plus de patron, qu'ils sont tous au service de la communauté. Une fois de plus, nous surprenons cet impudent personnage en flagrant délit de mensonge. La chose n'a d'ailleurs rien de surprenant : la barbotine est coutumière du fait et n'en est pas à une altération de la vérité près. S'il fallait les compter toutes...

Et y en a qui disent qu'il est boulangier !

CONTRE TOUS LES FASCISMES, LE COMMUNISME LIBERTAIRE !

IL FAUDRAIT POURTANT CHOISIR

« Le Gouvernement a notre confiance. La classe ouvrière a notre confiance. »

Charles Lussy au nom du Parti S. F. I. O.

(Assemblée nationale, séance du 10-6-46)

Les luttes s'accroissent entre les « Grands »

DEPUIS l'échec de la conférence de Moscou, il est devenu manifeste (et nous étions depuis longtemps fixés), que les grands meneurs de peuples sont capables de les entraîner dans toutes les mauvaises aventures, mais particulièrement inaptes à les en faire sortir.

Depuis quelque temps, l'Angleterre semblait vouloir quitter le sillage de l'Onclé Sam ; elle tentait de rétablir, sur le plan mondial, l'équilibre des forces, qu'elle a maintenu si longtemps à son profit sur le plan européen. Le congrès travailliste de Margate a accentué cette attitude. Approuvant la politique du gouvernement et recevant les félicitations à peine voilées des conservateurs, le Labour Party a démontré qu'il n'entendait pas suivre à la lettre la politique de Truman, mais que, dans une certaine mesure, l'Angleterre marcherait son aide éventuelle. L'adoption de la conscription obligatoire, imposée en Grande-Bretagne, est un signe de tension accrue, et manifeste des intentions interventionnistes en Europe, de la part d'une Angleterre jouant son propre jeu.

La constitution de la Bi-Zone allemande est un autre symptôme de cet ordre, de même que les appels à la constitution des Etats-Unis d'Europe.

Cette entreprise que, de Churchill à Laval, l'on baptise du nom trompeur de « Fédération », prétend grouper tous les Etats occidentaux, avec cette variante que les Etats slaves et balkaniques pourraient y entrer quand bon leur semblerait. C'est là un appel discret au démembrement de la zone européenne.

Moscou s'est prononcée contre cette initiative, ripostant avec une particulière vigueur.

Le coup direct du gouvernement de Moscou en Hongrie a été ressenti durement tant à Londres qu'à Washington (surtout dans cette dernière capitale).

Et M. Lippmann dans son article du « Figaro » en a fixé toute la portée : poussée russe vers la Méditerranée.

L'agitation coloniale doit être aussi prise en considération. Il est sans doute — pour certaines puissances appelées à une épreuve de force — utile d'avoir de solides points d'appui africains, actuellement placés entre les mains de nations qui ne disposent plus des moyens matériels nécessaires au maintien de « l'ordre ». Devant une carence possible de ces nations sur le déclin de leur puissance, un grand ami pourrait intervenir, avec les garanties qu'il est d'usage de prendre dans ce cas, s'introduire dans les lieux et s'y installer solidement. Le tout en vue de la défense éventuelle contre une agression trappant la « liberté », la « démocratie », etc.

C'est avec ces atouts en mains qu'au mois de novembre les hommes d'Etat vont reprendre la discussion, alors qu'en

Sans remonter plus loin qu'à la fin de la première guerre mondiale, nous pouvons constater que, depuis 1919, des gouvernements dits de gauche ou de droite ont occupé le pouvoir alternativement, avec une certaine régularité dans la tour de rôle. Or il suffit d'examiner les actes des gouvernements successifs, sans esprit partisan, pour constater que les hommes au pouvoir se sont révoltés d'autant plus maléfiquement, qu'ils pouvaient davantage compter sur l'appui d'une majorité de gauche.

A plusieurs reprises, après les élections générales donnant une majorité de gauche, des hommes de droite prirent le pouvoir, par suite de l'incapacité, de la volubilité ou même — n'ayant pas peur des mots — de la lâcheté des gouvernements de gauche, qui les avaient brièvement précédés, 1924 : victoire de « Bloc des gauches » ; en 1926, Poincaré est au pouvoir, 1932 : victoire de la « gauche » ; en 1934, après la fuite de Daladier, c'est Doumergue, Flandin, Laval, etc. En 1936, les « gauches » ont la « majorité absolue » et en 1938 — non pas malgré MAIS A CAUSE DE CELA — Paul Reynaud nous fait avaler les décrets-lois et bien d'autres choses... On pourrait citer bien d'autres faits ; un journal tout entier ne suffirait pas à mentionner toutes les agressions commises contre la classe ouvrière.

Nous sommes en 1947. Au pouvoir, des socialistes, des communistes, des hommes de l'U. D. S. R. et du Rassemblement démocratique.

« Les gauches », jamais la classe ouvrière de ce pays n'a été plus moquée, jobardée, rançonnée et invitée avec plus d'insistance, tantôt douceuse ou jésuitique, tantôt menaçante, à travailler toujours plus vite, plus fort, plus longtemps. Les hommes de gauche et d'extrême-gauche ne parlent que de sacrifices (ceux des travailleurs, bien entendu) et n'ont qu'insultes ou pitié méprisante pour les pauvres couillons qui les ont portés ou maintenus au pouvoir... Ils ont aboli les 40 heures, retardé l'âge de la retraite, bloqué les salaires, supprimé le droit de mutation, établi une fiscalité écrasante. Ils ont réalisé ce que les pires patrons de la France n'osaient pas parvenir à faire : ils ont généralisé le salaire au rendement, cette honte et cette déchéance, au siècle des machines automatiques, de l'énergie électrique...

Et ces exploitateurs se sont en même temps montrés incapables de ravitailler les dupes de leur socialisme-communisme sophistiqué. Le 23 décembre dernier, parlementaires et ministres « de gauche » nous ont offert (la bûche de Noël sans doute), UNE LOI FASCISTE dans toute l'acceptation du terme, sur les conventions collectives.

Tout ceci pour ne s'en tenir qu'à leurs méfaits sur le plan de la météorologie...

En vérité, si nous avions une Chambre de droit, un gouvernement de droite, si la « réaction classique » était au pouvoir, croyez-vous vraiment, mes camarades, que ces hommes oseraient se comporter comme les « amis du peuple » (à faux nez), qui font la loi actuellement ? Non ! Ils n'oseraient pas. Et s'ils osaient, la colère du peuple — que ne retiendrait plus une C. G. T. domestiquée par les partis « d'extrême gauche », les balayerait comme des épluchures.

La réaction est à gauche. Des gouvernements de gauche sont des catastrophes nationales en France. Mais qu'avons-nous besoin, nous travailleurs, de gouvernements de droite ou de gauche ? Pourquoi nous-faut-il un roi comme aux grenouilles de la fable ?...

PETIT JULES.

Attention aux rassemblements démagogiques !

Un document

DEPARTEMENT DE L'AUDE

Messieurs les Electeurs,

Le 8 avril vous allez voter. Associez-vous aux électeurs du Lurel, de la Loire, de Maine-et-Loire, de la Côte-d'Or, de la Marne, de la Haute-Marne, des Hautes-Alpes et de l'Aisne : Votez pour M. le Général Boulanger.

D'un bout à l'autre du pays, un souffle de patriotisme et de concorde anime le Suffrage Universel.

Il sent que l'Etat de l'Europe lui impose aujourd'hui une fonction plus haute que celle de recruter, pour une Chambre ingouvernable qui marche de crise en crise à sa propre dissolution, des députés dont la valeur demeure stérile, dont les meilleures intentions sont trahies d'impuissance.

Il a conscience qu'il est urgent de constituer dans la République un gouvernement qui puisse, en se prévalant de tous les concours, avoir la force nécessaire pour imposer la paix, la durée nécessaire pour entreprendre les réformes.

Cette réforme constitutionnelle est la première de toutes. Elle peut être accomplie légalement par la manifestation répétée de votre sentiment.

Le Général Boulanger est l'homme que le pays semble désigner pour commander cette concentration nationale, pour grouper toutes les volontés et tous les dévouements au-dessus des partis qui nous divisent, nous affaiblissent et nous ruinent. Ses déclarations faites aux électeurs du Nord ne laissent pas de doute. Les voici :

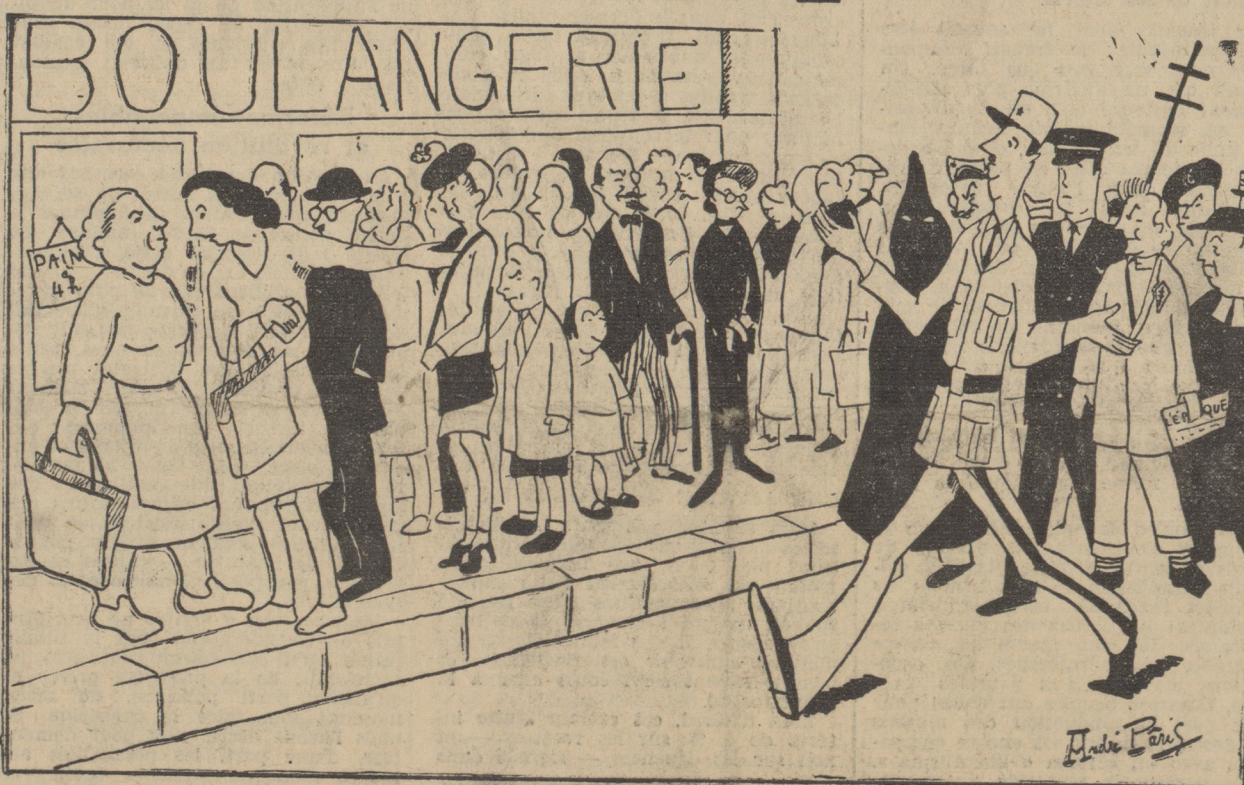
« Les derniers événements, dit-il, ont démontré jusqu'à l'évidence que la Chambre est devenue absolument étrangère aux aspirations du pays. « Celui-ci ne la comprend pas plus

Si vous persistez dans cette attitude, vous en remontrerez à vos aînés. En effet, les pontons de la classe 49 se font tirer l'oreille, malgré les menaces d'être envoyés en Indochine ou ailleurs. Ils ne se présentent pas pour se faire inscrire sur les registres de la mairie à Lille, fin mai, sur 1.500 jeunes gens nés en 1929, 150 seulement s'étaient présentés pour se faire inscrire. Ils ne tiennent probablement pas à bénéficier de la « manne démocratique » MORT POUR LA FRANCE ».

Bravo les jeunes !

Et y en a qui disent qu'il est boulangier !

CONTRE TOUS LES FASCISMES, LE COMMUNISME LIBERTAIRE !



— Et y en a qui disent qu'il est boulangier !

CONTRE TOUS LES FASCISMES, LE COMMUNISME LIBERTAIRE !

qu'elle n'est elle-même capable de la comprendre.

« Seul le Suffrage Universel a qualité pour trancher ce différend entre ceux qui ont délégué le mandat et ceux qui l'ont reçu. »

« L'impuissance dont l'Assemblée législative est atteinte, il n'y a qu'un remède : Dissolution de la Chambre, Périton de la constitution. »

« C'est à ce résultat que tendront tous mes efforts. »

« Vive la France ! Vive la République ! »

GENERAL BOULANGER

Le devoir serait donc de voter d'abord, au premier tour de scrutin, pour M. le Général Boulanger, afin de bien indiquer à tous votre politique nationale.

Au second tour l'intérêt serait de voter pour les candidats qui se déclarent prêts à servir cette politique.

Electeurs, ceux qui portent au fond du cœur le souci du relèvement national espèrent que vous leur donnerez raison.

Le Président du comité d'initiative G. THIEBAUD.

CAMARADES PARISIENS

RETENEZ VOTRE

SOIRÉE DU 28 JUIN

UNE SURPRISE

— VOUS ATTEND —

J. A.

